La Commune

La crise de l'euro

Une nouvelle phase de la crise de l'économie mondiale

Commencé de rédiger début octobre 2011, ce texte ne pouvait totalement anticiper l'accélération de la crise politico-financière
en Europe. La Grèce, en crise sociale ouverte, refuse de subir les diktats des dirigeants européens, de la BCE et du FMI, de
mettre en oeuvre les plans d'austérité et de rembourser une dette souveraine pourtant déjà fortement décotée. Début novembre,
la dernière réunion du G.20 à Cannes a révélé l'incapacité des grandes puissances, à résoudre le problème grec et l'énorme
endettement de plusieurs Etats de la zone euro.

La " dévalorisation " du capital est permanente mais elle s'accentue pendant la crise. Elle se traduit par une forme de **suraccumulation du capital** : trop de capital accumulé par rapport aux potentialités du marché et donc aux potentialités de bénéfices. Cependant, même en temps de crise, la quête insatiable du profit, la nécessité de valoriser les capitaux disponibles n'interrompent pas le processus d'accumulation qui va se focaliser sur de nouveaux secteurs considérés comme porteurs d'avenir et donc supposés " rentables ". Pour les grandes firmes désormais mondialisées, les mécanismes déjà évoqués de la délocalisation vont favoriser cette évolution.

"l'accumulation de crise " se concentre donc sur les secteurs où le capital est encore susceptible de rapporter de la valeur et du profit. Les formes antérieures de production (parfois constituées d'équipements (de brevets) ou de bâtiments récents pas encore amortis se retrouvent subitement obsolètes, hors circuit, perdant toute valeur. On a donc une énorme " destruction " de capital accumulé selon un mécanisme prédateur bien analysé par Marx : " *la barrière du capital, c'est le capital lui-même* ". Ce caractère " **auto-destructeur** " du mode de production capitaliste, particulièrement aigu pendant la crise, a été relevé, sinon analysé, par de nombreux économistes. C'est un facteur déterminant qui permet de saisir la " dynamique " et les spécificités de la crise en cours ainsi que ses conséquences sur la force du travail et les salaires.

La sur-accumulation de capital suppose

implicitement la **surproduction de marchandises** (et de services)1. Cette surproduction n'est que le sous-produit de la loi de concurrence, de la " guerre économique " qui se mène entre les détenteurs de capitaux. La surproduction ne se traduit pas nécessairement par des stocks physiques de biens invendus (bien que cet aspect soit bien évidemment toujours présent). Désormais, grâce à une politique " rationnelle " de gestion de la production, des flux d'importation ou d'exportation, la " surproduction " n'est que latente. De toute manière, elle ne sera que relative, dans un monde où des besoins essentiels d'une part importante de la population ne sont pas satisfaits.

Elle ne peut être que relative car elle reste limitée par les capacités d'absorption du marché et conditionnée par l'existence d'une demande solvable qui dépendra pour une grande part, à l'issue du cycle de production, à la part de plus-value revenant à la force de travail, au " partage " entre les profits et les salaires. Que la position politique et sociale du salariat ait, dans ce " partage ", un rôle déterminant relève de l'évidence.

De 2008 à aujourd'hui, la mise en valeur du capital s'est donc poursuivie, mais dans des conditions de plus en plus difficiles et prédatrices. Les grands groupes mondialisés ont été évidemment les mieux placés pour tirer bénéfice d'une situation où la base d'extorsion de la plus-value s'est restreinte, notamment dans les pays du " centre ". Les grands groupes se sont organisés autour de certains secteursclé de l'économie, souvent les plus rentables2. Cette " rationalisation " de la production n'a pu se faire qu'en introduisant de nouvelles technologies, c'est-à-dire des modes de production plus " efficients " (productivité accrue), c'est-à-dire en réduisant encore, dans ces secteurs, la part du travail dans la production. Ces gains de productivité expliquent pourquoi il n'y a pas eu de créations nettes d'emplois lors des brefs " rebonds " conjoncturels qui se sont produits depuis 2008 (croissance sans emploi ou " jobless recovery) et que les embauches réalisées l'ont le plus souvent été à des conditions salariales inférieures à celles de l'avant-crise.

Mais la " destruction " de capital ne concerne pas seulement le secteur " réel " de l'économie, elle concerne aussi les " bulles " de capital fictif accumulées, tout au long des phases récurrentes de la spéculation monétaire et financière. Il est évidemment difficile d'appréhender l'ampleur de ces processus permanents de destruction de valeur mais le comportement de la Bourse, très volatile en période de crise, permet cependant d'en avoir une idée. On a ainsi estimé qu'en deux jours, les

5 et 8 août 2011, en Europe et aux Etats-Unis, la capitalisation boursière aurait baissé de plus de 900 milliards d'euros, soit 37% des pertes des six mois précédents au cours desquels la seule baisse des marchés boursiers aurait fait perdre 3400 milliards3d'euros de capitalisation boursière des deux côtés de l'Atlantique (soit près d'un tiers de Produit Intérieur Brut des Etats-Unis). Le secteur bancaire est un des secteurs où la " destruction " de capital fictif accumulé (générateur de confortables profits dans la phase d'ascension du cycle) est aujourd'hui le plus spectaculaire. Face à des débiteurs défaillants (les Etats dits " souverains " mais aussi des entreprises en difficulté) on assiste (voir plus haut) à une brutale dévalorisation de leurs actifs. Il leur faut réduire drastiquement leurs bilans et envisager des " recapitalisations " d'autant plus difficiles que les risques de leur faillite n'a jamais semblé aussi proche. En conséquence, la nouvelle " purge " envisagée dans le secteur en termes d'emplois, en Europe mais aussi aux Etats-Unis, apparaît comme particulièrement sévère : plus de 6 000 licenciements à Unicredit en Italie, 4 000 à la Société Générale et 1400 à la BNP en France, 50.000 dans les banques anglaises.

LA DEFLATION DES PRIX, DES SALAIRES ET DES DETTES COMME " SOLUTION " POUR LE CAPITALISME ?

Trois ans après le début de la crise, on peut tenter une comparaison avec la Grande Dépression mondiale des années 1930. Aux Etats-Unis, l'avènement de F.D. Roosevelt au pouvoir en 1933 va correspondre avec une relative stabilisation politique après trois ans de profonde crise. l'étalon-or est abandonné (dévaluation du dollar), une loi d'urgence sur les banques est votée ainsi que la loi sur le redressement de l'industrie nationale (National Industrial Recovery Act), pièce maîtresse du " New Deal ". C'est une forme de retour au " politique " et à l'Etat qui, certes, s'opère au détriment d'autres pays européens (et notamment de l'Angleterre) mais n'en constitue pas moins une " rupture " avec la phase de déflation qui avait prévalu depuis le krach de Wall Street en 19294. Cette embellie sera relativement éphémère mais elle se traduira cependant par un redressement partiel, jusqu'en 1935-36, des principaux indicateurs économiques, en particulier du chômage.

En cet automne 2011, rien de tel. Aucun

signe, en Europe et dans le monde, d'un retour au " politique ". Les politologues considèrent au contraire " qu'il n' y plus de pilote dans l'avion " et de fait, les Etats et les institutions internationales semblent totalement impuissants à maîtriser l'endettement des Etats souverains, à juguler la spéculation, à mettre en place les " régulations " qui pourraient contrecarrer la domination sans partage des " marchés ". Une des causes de cette situation serait, bien sûr, la mondialisation des économies, l'incapacité des Etats à maîtriser les mouvements de capitaux mais les raisons fondamentales de cette situation sont à rechercher dans la nature même du capitalisme et de la manière dont ses contradictions se sont approfondies depuis 2008.

Nous sommes ici ramenés à la contradiction fondamentale déjà explicitée entre le capital et le travail et à ses diverses expressions dont principalement, en termes marxistes, les mécanismes d'affectation de la plusvalue produite entre salariés et capitalistes5. Il est dans l'essence même du système de tenter d'abaisser au maximum la rémunération de la force du travail et la " demande " de consommation globale est toujours insuffisante par rapport aux capacités de production accumulées et aux potentialités de la production (il faut tenter ici de se situer au niveau global en dépassant les approches du cadre restrictif des seuls Etats nationaux). Mais ce qui a été caractéristique de la récente période a été, dans les pays " centraux ", l'ampleur de la " ponction " opérée par le capital sur la rémunération du travail. Toutes les données chiffrées indiquent que le " partage " salaires-profits n'a jamais été, depuis la guerre, aussi inégalitaire et ce, au bénéfice des détenteurs du capital. Avec l'extension du chômage, les inégalités de revenus au niveau des ménages se sont creusées et les politiques fiscales libérales n'ont pas permis d'améliorer la redistribution, bien au contraire.

En pure orthodoxie marxiste, cette " purge salariale ", le chômage, l'aggravation des inégalités par le biais fiscal, auraient pu constituer un facteur de " relance " de l'économie puisqu' offrant, au bout du compte, des conditions de rémunération et de production plus favorables pour la mise en valeur du capital.

Il n'en a rien été et ce malgré l'injection massive de liquidités dans l'économie. Le processus, identifiable dans l'immédiat après-crise, s'est pérennisé aux Etats-Unis. En Europe, la crise des dettes souveraines ont conduit la BCE, d'abord pour sauver les banques, ensuite accessoirement pour contribuer à " relancer " l'économie et faire face, dans certains pays, aux besoins sociaux les plus urgents. Partout, les déficits et la dette publique se sont considérablement creusés6.

C'est donc cette création massive de

monnaie qui a permis, en dépit de tous les obstacles, de poursuivre la mise en valeur du capital par le creusement, à grande échelle, de la **dette publique** (ou dette " **souveraine** "). Comment s'est opéré ce processus ? Par un mécanisme assez simple, bien décrit par les économistes : les dettes sont à l'origine des dettes de " particuliers " générées par les offres de crédit des banquiers privés (voir l'exemple des crédits immobiliers aux Etats-Unis). Les banques, y compris en prêtant aux plus pauvres, trouvent leur bénéfice dans ces opérations de prêt et les favorisent, sans s'assurer des garanties nécessaires. Quand la crise advient, les banques, après avoir " titrisé " ces dettes et les avoir " diffusées " dans tout le système, se retournent vers les Etats (les citoyens) et les banques centrales qui doivent donc venir renflouer les institutions hypothécaires et les banques défaillantes. Comment ? Par des " prêts " à bas taux (à 0%), le plus souvent, par la " monétisation " des dettes, c'est-à-dire par la création monétaire.

Les dettes sont ainsi " transférées " vers les Etats qui doivent désormais en assurer la charge (énormes déficits budgétaires) et donc, se retourner vers les contribuables. Le phénomène n'est certes pas nouveau et déjà MARX , dès l'époque pré-industrielle, en faisait une des caractéristiques du capitalisme moderne :

" *La dette publique, en d'autres termes **l'aliénation de l'Etat**, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste. La seule partie de la soi-disant richesse nationale qui entre réellement dans la possession collective des peuples modernes, c'est leur dette publique... **Le crédit public, voilà le credo du capital*** ".

Marx, dans des termes d'une étonnante actualité, indique comment cette dette publique opère comme " un agent de l'accumulation " car, dit-il, " d'un coup de baguette, elle doue l'argent improductif de la vertu reproductive et le convertit en capital **sans qu'il ait pour cela à subir les risques, les troubles inséparables de son emploi industriel et même de l'usure privée** "7

Il montre bien, dès l'origine, la connivence entre les banques, " les associations de spéculateurs privés " et les gouvernements et ironise sur " l'effet produit sur les contemporains par l'apparition soudaine de cette engeance de bancocrates, financiers, rentiers, courtiers, agents de change, brasseurs d'affaires et loups-cerviers " (op.cit., p.197). Le rôle des banquiers d'aujourd'hui, des dirigeants de " hedge funds " et d'agences de notation, des traders et des spéculateurs en tous genre n'est guère différent et nous conduit à " questionner " **la nature même des " marchés financiers** ".

Un des avantages de l'approche marxiste, c'est qu'elle permet de saisir les différentes formes de la valeur et les différents types de capitaux qui n'en sont que l'expression : capital productif, capital-argent, capital commercial, capital bancaire, tous considérés comme forme d'existence particulière de la valeur. De ce point de vue, les marchés " financiers ", ne sont pas " extérieurs " à l'Etat et au système politique, ils lui sont organiquement liés.

Partant d'une problématique différente et analysant les rapports entre le " système financier " et " le système étatique ", J. C. WERREBROUCK montre bien qu'à l'ère de la mondialisation, l'Etat tend à être " enkysté dans la Finance ". Cela ne signifie pas la disparition du " politique " mais un fonctionnement de l'Etat " sur la base des intérêts supérieurs de la Finance "8. Cela implique d'ailleurs, selon lui, " un échange de services entre financiers et entrepreneurs politiques " avec tout ce que cela peut impliquer du point de vue des " conflits d'intérêt ". Le conflit d'intérêt dans la Finance est d'ailleurs la sanction juridique qui permet de dépister les violations de la loi, la collusion illégale entre les " politiques ", les financiers et.. les fraudeurs9

On assiste alors en Europe, à l'émergence d'une nouvelle catégorie " socio-économique ", déjà présente aux Etats-Unis, celle des " **financiersfonctionnaires** ". Alors que jusque là, les anciens (hauts) fonctionnaires pouvaient aller " pantoufler " dans la Banque privée (les fonctionnairesfinanciers), désormais les " financiers " prennent directement place dans les rouages de l'Etat et des institutions internationales10. On aboutit ainsi au tryptique américain de la " porte à tambour " entre la FED-Trésor, Wall Street et la Maison Blanche. Une sorte de symbiose organique entre ces institutions avec les mêmes protagonistes aux fonctions interchangeables.

Parce qu'ils semblent ignorer cette réalité, les discours et les proclamations sur la nécessité de contrôler, voire de "domestiquer " la Finance et les marchés financiers, de les mettre " au service " de la croissance économique relèvent, ou de l'irénisme ou de la pure mystification. Proposer que la Banque Centrale Européenne (BCE) vienne " sauver " les banques en rachetant leurs titres souverains décotés relève de la même illusion. La BCE, tout comme l'Union européenne est une construction juridique " lourde " qui, dès son origine, a été conçue pour répondre, dans le contexte européen de la mondialisation, aux besoins du capitalisme international. La " démocratisation " de ses fonctions supposerait la remise en question radicale de ses principes fondateurs.

La crise ouverte des dettes souveraines initiée par la situation de la Grèce mais prolongée maintenant à l'échelle de l'Europe toute entière doit nous amener, non pas à élaborer d'hypothétiques scénarios de " sortie de crise " mais à envisager l'entrée dans une nouvelle étape de cette crise, certainement plus destructrice encore, celle d'une **déflation mondiale**. Cette déflation pourrait alors prendre, en l'absence d'un changement radical de régime politique, une triple forme : une déflation des prix mais aussi une déflation salariale ainsi qu'une déflation des dettes. Quels sont aujourd'hui les fondements théoriques d'une telle possibilité ?

Un constat tout d'abord. l'été 2011 et le nouveau krach boursier de septembre-octobre semblent avoir " douché " les espoirs de tous les " experts " et institutions qui avaient précédemment anticipé la reprise de l'économie mondiale. Le FMI a publié le 20 septembre dernier de nouvelles prévisions économiques pour 2011 et 2012. Selon ces prévisions, la croissance mondiale retomberait de 5,1% à 4% en 2011 et 2012 mais pour les pays " avancés ", qu'il s'agisse de la zone euro ou des Etats-Unis, la croissance serait particulièrement médiocre (+1,6% en 2011 pour la première ; +1,5 % pour les seconds). Le Japon verrait sa croissance baisser de 0,5% en 2011 puis encore de 2,3% en 2012. Seule la Chine conserverait une croissance supérieure à 9%, l'Inde une croissance supérieure à 7%. Mais depuis cette publication, la crise grecque et celle des dettes souveraines européennes a conduit les économistes à réviser encore à la baisse ces prévisions. Les Bourses mondiales, déjà très affectées par le krach d'Août-Septembre continuent à baisser.

A cet automne 2011, nous sommes donc désormais entrés dans une phase où la " sortie de crise " n'est même plus envisagée, ni même envisageable à court-moyen terme. Par delà la poursuite et l'amplification des conflits sociaux actuels, comment le capitalisme va t'il tenter de surmonter ses contradictions, avec quelles conséquences sur le plan politique et social ? Une façon purement " économique " d'appréhender la situation peut consister à examiner l'alternative qui sera nécessairement posée entre l' inflation et la déflation, restant entendu que pour le mouvement social, les travailleurs et les jeunes, aucune de ces solution ne pourra permettre de résoudre les problèmes de fond posés à la société.

Pour tenter d'illustrer cette alternative, il nous faut réexaminer les mécanismes généraux de la concurrence évoqués précédemment car ils vont nous permettre de prendre en compte un élément essentiel du fonctionnement de l'économie capitaliste: **la détermination**

du niveau général des prix11.

Avec la crise ouverte en 2008, nous l'avons dit, les lois de la concurrence se font faites de plus en plus dures et on peut estimer que, " toutes choses égales par ailleurs ", comme disent toujours les économistes, la pression à la baisse des prix s'est s'accentuée. Il faut admettre que, **de manière générale**, les pressions déflationnistes sont concomitantes à la crise12. La déflation découlerait ainsi des lois de la concurrence analysées par Marx et de la nécessaire correspondance entre valeur et prix.

Pourtant, bien qu'après fin 2008, des tendances déflationnistes se soient manifestées dans de nombreux secteurs d'activité (l'automobile, le textile et d'autres branches de biens de consommation et de biens d'équipement), dans la plupart des pays industrialisés, et ce, jusqu'à aujourd'hui, le niveau moyen des prix n'a pas baissé, il a continué à augmenter, bien que de façon beaucoup plus réduite et différenciée13. C'est d'ailleurs en postulant que les prix ne pouvaient vraiment pas repartir à la hausse, que le risque inflationniste serait désormais limité que les plans de " sauvetage " des banques, par la création massive de monnaie, avaient été justifiés et largement mis en oeuvre en Europe et aux Etats-Unis.

Ces conceptions ont été validées non seulement par des " experts " keynésiens ou post-keynésiens (Krugman,) mis aussi par des politiciens et des banquiers parfaitement orthodoxes (Bernanke aux Etats-Unis). La référence implicite était la crainte d'un retour à la sombre période de la crise de 1929 jusqu'à l'avènement de ROOSEVELT en 1933, période où "l'orthodoxie monétaire " de réduction de la masse monétaire avait prévalu14.

On pourrait dire que, au moment du déclenchement de la crise et jusqu'en 2009-2010, les mécanismes puissants de la concurrence ont pesé en faveur de la baisse des prix mondiaux des marchandises et des services mais que, contrecarrant ce processus, la " planche à billets " et les diverses formules de " quantitative easing " ont permis de contenir le phénomène. La situation va pourtant se modifier en fin de période car on va assister à **une très forte hausse du prix des matières premières**, agricoles et industrielles ainsi que des prix du pétrole. Des causes " réelles " selon les experts (le climat, la rareté de certains produits) mais aussi, incontestablement, la **spéculation**. En effet, des capitaux qui ne parviennent plus à se

mettre en valeur dans l'immobilier ou la Finance se reportent vers ces nouveaux marchés où il est possible de réaliser rapidement d'importants bénéfices.

Le contexte politique général au Moyen Orient, ainsi que les révolutions arabes ont également favorisé le phénomène.

Parallèlement à la déflation par prix, il faut considérer les processus de **déflation salariale** (baisse des revenus du travail) qui lui sont liés. Théoriquement, même si dans une première étape, notamment dans un pays comme la France, les modalités de l'assurance-chômage et les " amortisseurs sociaux " ont pu freiner la baisse des revenus salariaux, la crise, ne serait-ce que par l'extension du chômage, doit nécessairement combiner **déflation des prix et déflation salariale.**

Mais il est un processus déflationniste qui va venir s'ajouter à déflation des prix et des salaires et qui se manifeste généralement dans la première phase de la crise, c'est celui de la **déflation des dettes**. En effet, la crise " révèle " le surendettement des entreprises, des banques et aussi des ménages. En 1929, aux Etats-Unis, l'endettement précurseur du krach s'était surtout développé à travers les achats d'actions et de titres boursiers, titres ayant été, surtout dans la dernière phase de hausse de la Bourse, acquis à crédit auprès des banques mais aussi d'institutions financières spécialisées15 qui feront d'ailleurs massivement faillite au moment du krach d'Octobre 1929. Irving FISHER, (à l'origine un banquier mais et dont la banque avait fait faillite en 1929) avait théorisé, après coup, ce mécanisme spécifique de déflation16. Si, en 1929, les actions avaient atteint un cours si élevé, sans rapport avec la perte de rentabilité de l'économie réelle, c'est que les banques avaient engagé des capitaux dans " des opérations improductives sans espoir ". Le laxisme monétaire, " l'indulgence " du contrôle ont généré des " bulles ", une frénésie spéculative financée par l'endettement dans l'immobilier et la Bourse. Il mettait en cause la responsabilité de la Réserve Fédérale, de Wall Street et de l'administration de Washington dans la propagation des excès du crédit et de la déflation par la dette qui en a résulté.

Le 15 novembre 2011

"Nous publions cette analyse que nous partageons pleinement avec l'aimable autorisation de son auteur : Robert Rollinat
"

.

Modifié le mardi 24 avril 2012

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux...

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei contre la nature”....

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la...

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »